

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**
Bureau de la réglementation
Et de l'environnement

ARRÊTÉ
LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

SAS SABLIERES DE TOULON

29 Impasse du Bois Roulot
BP 43

71 450 BLANZY

Etablissement :

Toulon-sur-Arroux (Plaine de Taluchot))

N° DLPE - BENY - 2015 - 182 - 2

VU le code de l'environnement,

VU le code minier,

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 01/0114/2-2 du 11 janvier 2001 autorisant la société Sablières de Toulon à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux au lieu-dit « La Plaine de Taluchot»,

Considérant la demande de prolongation d'autorisation d'exploiter de la société Sablières de Toulon du 7 novembre 2014,

Considérant les compléments à la demande précitée fournis les 8 janvier et 19 février 2015,

Considérant que l'autorisation d'exploiter arrive à échéance le 11 janvier 2016,

Considérant qu'il reste une digue de 7 000 tonnes de matériaux à extraire sur le site, dans le cadre de la remise en état, qui ne pouvait pas être retirée avant la fin d'extraction de la carrière de « Champ Moliaud »,

Considérant le rapport et les propositions du 5 mars 2015 de l'inspection de l'environnement,

Considérant que la société Sablières de Toulon n'a pas apporté de modifications à ses conditions d'exploitation,

VU l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites – Formation Carrières - émis le 4 juin 2015

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 8 juin 2015,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARRETE

Article 1 :

La société Sablières-de-Toulon dont le siège social est situé route d'Uxeau à Toulon-sur-Arroux, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière située au lieu-dit « La Plaine de Taluchot » sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux.

Article 2 : Durée de l'autorisation

Les prescriptions suivantes complètent l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 01/0114/2-2 du 11 janvier 2001.

L'autorisation d'exploiter la carrière (remise en état) est prolongée pour une durée de 18 mois à compter de la date de fin d'autorisation de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 11 janvier 2001.

| Echéancier | Exploitation |
|--------------------------|----------------|
| Jusqu'au 11 juillet 2017 | Remise en état |

Article 3 : Arrêtés et instruction applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent les textes cités ci-dessous :

| Dates | Textes |
|------------|--|
| 09/02/2004 | Arrêté (modifié le 24/12/2009) relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées |
| 23/01/1997 | Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |
| 22/09/1994 | Arrêté relatif aux exploitants de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (modifié le 5 mai 2010 et le 12 mars 2012) |

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code du travail, le code civil, le code de l'urbanisme, le code général des collectivités territoriales.

Article 4 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 01/0114/2-2 du 11 janvier 2001 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Le montant des garanties financières est fixé à 73 209,05 € jusqu'à remise en état complète de la carrière actée par procès-verbal de récolement prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L514-1 de ce code. Conformément à l'article L514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 6 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 7 : Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la préfecture, de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Toulon-sur-Arroux, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le 01 JUL. 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN